Document generated on 04/18/2024 7:57 p.m.

Bulletin d'histoire politique

Un mouvement de droite nationale contemporain : Jeune Nation

Ivan Carel

Volume 11, Number 1, Fall 2002

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1060579ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1060579ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Carel, I. (2002). Un mouvement de droite nationale contemporain : Jeune Nation. *Bulletin d'histoire politique*, *11*(1), 115–126. https://doi.org/10.7202/1060579ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Un mouvement de droite nationale contemporain : *Jeune Nation*

IVAN CAREL
Étudiant au doctorat en histoire
UQAM

INTRODUCTION

Le terme d'« extrême droite » utilisé de façon générique, est devenu depuis la fin du Second Conflit mondial un moyen de stigmatiser les différents mouvements et les personnes qui sont sensés s'y englober, court-circuitant ainsi les débats, discussions ou recherches sur une tendance politique se révélant dans les faits multiforme et complexe[1]. Si l'on peut effectivement parler de droite pour la plupart des mouvements qui sont ainsi désignés, il est cependant des personnes qui y sont incluses et qui revendiquent leur appartenance à la gauche, notamment depuis le début des années 1970. Reste à savoir de quelle gauche on parle alors, sans compter les multiples changements de voie des acteurs de ces mouvements, passant parfois du communisme au fascisme en peu de temps. Pour les fins de ce travail, j'utilise le terme de droite nationale, terme lui-même revendiqué par les acteurs de la revue que je vais tenter de décrire ici brièvement. Ce texte se veut moins une analyse exhaustive des thèmes abordés par le Cercle Jeune Nation qu'une invitation pour les chercheurs à se pencher sur un courant ignoré au Québec, qui participe néanmoins de l'évolution des idées contemporaines.

Les mouvements ou groupes s'affirmant de droite ne sont pas légion au Québec. Il est cependant étonnant de constater que lorsque l'on commence à regarder de près un de ces groupes, quel qu'il soit, les ramifications en sont, sinon profondes, du moins étendues[2]. Habitués à l'opprobre des médias et de leurs confrères de plume ou d'action politique, les mouvements ont appris à se constituer en groupes fermés, quasi clandestins. C'est pourquoi, si les revues se font rares et ont des tirages modestes, Internet constitue par contre un des moyens actuellement les plus intéressants pour eux : pas de censure, et un public potentiellement illimité. Sans compter les multiples liens possibles entre eux, permettant ainsi à l'internaute de naviguer entre de multiples eaux afin de se nourrir de toutes sortes d'informations.

Le groupe qui est évoqué dans ces quelques pages s'appelle Jeune Nation. Nous avons pu consulter les trois numéros de leur revue homonyme, parus en 1991, ainsi que les 12 numéros de la revue qui a suivi, les *Cahiers de Jeune Nation*, entre 1992 et 1995. Tous ces exemplaires sont disponibles à la Bibliothèque nationale du Québec. Cette étude est fragmentaire. Il faudrait beaucoup de temps pour retracer l'ensemble du réseau de la droite québécoise ; d'autant plus, comme nous allons le voir, qu'il ne se limite justement pas aux bords du Saint-Laurent. Nous pouvons par contre tenter d'analyser les textes qui nous sont connus. Nous évoquerons tout d'abord les débuts de ce qui ne fut qu'un groupe informel d'étudiants montréalais, avant que de devenir une agora pour les tenants des différentes voies de la droite québécoise. Ce qui nous permettra de mieux situer les thèmes principaux de la revue. On verra qu'il y a des discussions internes qui opposent les auteurs sur certains thèmes, comme la religion ou le rôle de l'action politique par exemple. Cette revue, tout en se gardant de réprimer la liberté d'expression dans ses colonnes, tente malgré tout de maintenir une certaine cohésion d'ensemble. La participation de professeurs d'université à la rédaction et aux activités du Cercle Jeune Nation, ainsi que les réactions de la part des médias et des intellectuels à la relative importance de ce groupe lui ont fait vivre une certaine apogée médiatique à la fin de l'année 1992.

Histoire du groupe et liens idéologiques

Le bulletin bimestriel *Jeune Nation* est l'organe du Cercle Jeune Nation, organisation à but non lucratif officiellement fondée en juillet 1987[3]. Il compte huit (8) pages et paraît tous les deux mois. Il fut précédé des *Lettres de Jeune Nation*, initiées en janvier 1986, et se poursuit entre avril 1992 et septembre 1995 par les *Cahiers de Jeune Nation*, véritable revue trimestrielle de plus de quarante pages accueillant de nombreux auteurs.

De ce que nous avons pu consulter des exemplaires de *Jeune Nation* se dégagent plusieurs observations. Tout d'abord, notons que tous les articles sont signés de Roch Tousignant. Tous, hors les éditoriaux, signés de « Jeune Nation », et qui, eux, impliquent l'ensemble du groupe. Roch Tousignant est le membre fondateur, avec François Dumas, du Cercle Jeune Nation. Tous deux étudiants à l'université de Montréal et fatigués de l'atmosphère « gauchiste » qui y règne, ils prennent exemple sur le Front national français de Jean-Marie Le Pen, tout en visant à la mise sur pied d'un mouvement intellectuel plus que militant, à l'image du GRECE (Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne). Nous aurons l'occasion de revenir plus bas sur les liens idéologiques entre les intellectuels du GRECE et de la nouvelle droite française des années soixante-dix et le Cercle Jeune Nation[4].

François Dumas adhère à cette époque à l'Union nationale, parti « au passé aussi prestigieux »[5], espérant que la déliquescence du parti peut favoriser la montée d'opinions plus radicales, comme la sienne, en vain. Il établit des liens avec le groupe Septentrion et son bulletin *Aquilon*, puis l'idée naît en octobre 1984 de lancer un périodique.

On peut présager qu'à cette époque le groupe ne compte que très peu de membres, mais on y recense des personnes déjà impliquées par ailleurs. Ainsi, Mario Gagné, fondateur et principal animateur des revues *Le pays Réel* et *Indépendance*, et Gilbert Gendron, qui travaillait à la librairie montréalaise « Lectures chrétiennes de l'Occident ». Le jeune mouvement contacte ses équivalents idéologiques européens en établissant des liens avec des français du Front national (FN) résidents à Montréal, ainsi qu'avec Gunther Deckert[6], avec aussi des jeunes « très à droite »[7] du Parti conservateur fédéral, ou encore avec le chanoine Achile Larouche[8] et le Père Edmond Robillard, animateurs du Ralliement provincial des parents du Québec, qui a remis sur pied le Centre d'information nationale, auquel Jeune Nation participe alors[9]. Les influences du mouvement sont tournées vers la droite tant européenne que québécoise. En effet, les *Cahiers de Jeune Nation* répertorient à chaque numéro différentes revues dont ils conseillent la lecture. On peut y voir *Droit de vivre*, du Mouvement pour une immigration restreinte et francophone (MIREF), *L'espoir*[10], de Lassalle, « Revue de l'indépendance véritable »[11], et rattachée à SOS génocide, de Raoul Roy[12], ainsi que le Mouvement pour la survie de la nation[13]. D'autres cercles européens sont signalés, comme Nouvelle-école, le mouvement britannique Scorpion, dirigé par Michael Walker, ou encore la revue belge *Vouloir*.

Les liens avec le GRECE, considéré comme le pionnier français de la nouvelle droite, sont flagrants. Tout d'abord dans la forme, l'emphase étant mise sur l'analyse et la réflexion : « Le Cercle Jeune Nation est un mouvement d'action intellectuelle qui vise à définir et à promouvoir une pensée nationale canadienne-française fondée sur nos traditions politiques, culturelles et religieuses »[14]. Pour les deux groupes, le culturel conditionne le politique, et il faut donc reprendre en main la culture pour éviter de laisser la place libre à la gauche, et de ce fait obtenir les changements politiques souhaités[15]. D'autre part, les thèmes avancés, bien que disparates dans la mesure où la revue ne tient pas un discours unifié et laisse une grande marge de manœuvre dans l'expression des idées des auteurs, condamnent autant le libéralisme que le communisme, et font appel aux valeurs traditionnelles ou plus exactement pré-industrielles et pré-modernes qui forgèrent l'âme des Québécois. Sur ce point, les multiples références à Lionel Groulx, considéré avec Rumilly comme le maître à penser[16], s'expliquent par l'importance de ce personnage dans l'élaboration de la mémoire collective et dans la définition catholique de

l'identité québécoise. La principale divergence, et non des moindres, entre les théories du GRECE et celles de Jeune Nation, a pour base la place de la religion. Divergences que l'on retrouve dans la revue entre les « spirituels » et les « politiques », et qui causera sa fin. Le GRECE, et à travers lui la nouvelle droite, estime que le « judéo-christianisme » a été l'élément qui a favorisé la transformation des valeurs occidentales en entraînant l'adoption de la linéarité historique ainsi que les valeurs de progrès, de modernité, et leur corollaire: le libéralisme[17], ce qui ne correspond évidemment pas à la vision traditionnelle du catholicisme telle que décrite dans certains articles des *Cahiers de Jeune Nation*.

Les relations du cercle avec les autres mouvements de droite sont en fait tributaires d'une volonté d'union des forces de droite dans un vaste mouvement politique de réflexion. Nous avons fait référence plus haut à d'autres mouvements québécois favorables à une diminution voire à un moratoire sur l'immigration. Nous avons également évoqué les liens entretenus avec le Front national français, qui sert de modèle pour les dirigeants et rédacteurs de la revue. Il faut préciser que les *Cahiers de Jeune Nation* proclament qu'ils n'ont « pas d'ennemis à droite ». « Nous voulons parler fort AVEC toute la droite, contre nos adversaires progressistes, gauchistes et autres « bien-pensants ». Pour nous, hier comme aujourd'hui, il ne saurait y avoir d'ennemis à droite. [...] Nous voulons être un carrefour pour la droite nationaliste d'ici, pour cette droite qui place les intérêts de la nation et du peuple au-dessus de tout. [...nous sommes ouverts] autant à des fédéralistes qu'à des indépendantistes »[18].

S'ils ne font aucune référence aux courants extrémistes violents (Aryan Resistant Movement (USA), Ku Klux Klan (USA), Mouvement des Jeunesses Aryennes (Québec), ...), ils ne les condamnent cependant pas, ce qui va occasionner un amalgame pour certains journalistes entre ces courants néo-nazis et le Cercle Jeune Nation, d'où l'impression de « diabolisation » de leur groupe par les médias, ce que nous verrons plus bas.

Principaux thèmes

Les thèmes évoqués dans les trois numéros de *Jeune Nation* parus au temps de la crise du Golfe sont reliés à l'immigration, à l'opposition avec les autres mouvements de droite « traditionnelle » comme la SSJB, aux médias qui les « diabolisent », et enfin aux liens idéologiques qu'ils entretiennent. Les *Cahiers de Jeune Nation*, à partir de 1992, reprennent sensiblement les mêmes thèmes, mais les développent beaucoup plus. D'autre part, on retrouve dans ces cahiers des professeurs d'université et tout un panel de gens qui vont orienter les débats vers des thèmes concernant par exemple la religion, les

idéologies, la question nationale, et la question de la modernité, vilipendée à travers son incarnation québécoise, la Révolution tranquille.

Immigration et mondialisme

Le premier point, qui est le plus présent et de loin dans la majorité des articles de *Jeune Nation* concerne l'immigration ; les *Cahiers* vont moins insister sur ce point, préférant ouvrir le débat à d'autres problèmes, et notamment à l'élaboration d'une doctrine.

L'immigration est vue comme un problème majeur de la nation canadienne-française. En effet, favorisée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ou le Parti québécois par exemple, elle fait peser une réelle « menace [...] sur l'intégrité physique et culturelle de notre peuple »[19]. De sorte que Jeune Nation se rapproche de groupes comme SOS génocide pour s'opposer à la SSJB-M, car il y voit « un affrontement entre les cosmopolites et les nationalistes »[20]. L'immigration indésirable pour les auteurs est celle jugée « inassimilable », et qui concerne en l'occurrence les groupes de cultures et surtout de religions différentes. On voit essentiellement dans *Jeune Nation* un racisme différencialiste qui se cache sous le couvert du droit à la différence, chacun chez soi. La lutte contre l'immigration ne se fait donc pas suivant un argumentaire économiste ou sécuritaire mais uniquement selon la perspective de l'indésirable mélange des races et des cultures. Indésirable car compromettant l'avenir de l'identité canadienne-française en terre d'Amérique : « L'immigration de plus en plus nombreuse et diversifiée, de moins en moins assimilable, et surtout, l'affaissement de la natalité, compromettent la survie physique de l'ethnie canadienne-française »[21]. Sur ce point, il est à noter que les acteurs de la revue, tout comme ceux d'autres groupes, insistent sur la nécessité d'une éducation exclusivement francophone au Québec et que cette éducation doit redevenir confessionnelle. De ce fait, les immigrés devront s'assimiler. Les auteurs de la revue s'accordent cependant sur le fait que certains traits culturels communs entre les pays d'Amérique latine (religion catholique) et surtout d'Europe rendent l'immigration en provenance de ces pays acceptable car assimilable.

Le rapport à l'autre et le degré d'ouverture de la société québécoise au monde que propose *Jeune Nation* sont également perceptibles dans ce que la revue dit du mondialisme. La société québécoise, si fragile déjà dans son identité, se retrouve selon les auteurs emprisonnée dans un phénomène de multiculturalisme qui l'empêche de s'affirmer. D'autant plus que le Québec est trop pauvre pour pouvoir s'accorder le luxe de servir de refuge aux « déshérités de la Terre. [...] Les États-Unis et le reste du Canada sont assez grands et assez riches pour se donner une vocation immigrationniste. Pour nous, c'est trop risqué »[22]. Le Parti québécois, indépendantiste mais non

nationaliste, ne peut contrer ce mouvement qui tend à noyer le Québec dans un grand tout, avalant progressivement tous les domaines de la société: économique, politique et enfin culturel. Sans qu'il soit question de fermer hermétiquement les frontières, de refouler les étrangers, ou de rendre caducs les accords internationaux, le directeur de la revue, Jean-Claude Dupuis, estime que « la solution définitive passe plutôt par le redressement de notre taux de natalité, la réforme de l'éducation, l'accession à l'indépendance et le renforcement de notre conscience nationale »[23].

La diabolisation et le politiquement correct

Le deuxième point concerne la « diabolisation » qui s'exerce sur Jeune Nation comme sur les autres groupes de même obédience. On se rappelle que ce terme est également fréquemment employé par Jean-Marie Le Pen, estimant que la presse comme les politiciens dénigrent ses idées au nom d'un présupposé idéologique et de la peur du débat[24]. Thème repris également ici. La droite traditionnelle « diabolise » les nationalistes identitaires pour les empêcher de se former en groupe politique fort: « Il s'agit bien d'isoler les pionniers du combat identitaire de la nation canadienne-française qui commence elle aussi à ressentir confusément les tensions que génère une immigration inassimilable ». L'affaire Trépanier va être l'occasion pour la revue de critiquer cette attitude des journaux, des intellectuels et de la société en général, en insistant sur le fait que le « politiquement correct » bâillonne tout esprit critique dissident. En effet, *L'Action nationale* comme la *RHAF* condamnent publiquement le Cercle Jeune Nation, qui estime quant à lui que les deux revues anciennement dirigées par Lionel Groulx renient leur ancien maître au profit du « marketing politique »[25]. Pour les auteurs, ces condamnations sont la preuve du manque de courage politique qui caractérise les sociétés modernes libérales, dont la Révolution tranquille a posé les bases au Québec. Par contre, *Jeune Nation* se voit comme le fer de lance d'une nouvelle élite capable enfin d'affirmer ses valeurs hors des champs de la démagogie.

Qu'est-ce que la droite nationale?

À première vue, la distinction n'est pas nette entre les groupes ouvertement fascistes ou nazis et *Jeune Nation*, qui « ne se connaît pas d'ennemis à droite ». Si à ses débuts *Jeune Nation* n'a jamais été la tribune du nationalisme révolutionnaire, elle diffusait cependant les idées alors communes aux petits cercles activistes, dont notamment l'opposition à l'immigration et l'anticommunisme. La distinction sera plus nette à partir de la mise en place

des *Cahiers de Jeune Nation*, dans lequel des universitaires vont définir les concepts de leur action et avancer les idées qui les caractérisent de façon précise. Occupant le terrain vacant depuis de nombreuses années de la réflexion de droite au Québec, elle va élaborer un discours structuré et, de cette façon, quasiment acceptable[26].

C'est avant tout Pierre Trépanier qui va formuler, comme l'indique le titre de son texte, une solide « doctrine pour la droite »[27]. Pour lui, il importe avant tout que la droite soit unie contre les gauchistes, sans que soient noyées les particularités de chacune des familles de la droite. En fait, pour ce qui est du Québec, l'auteur estime que la Révolution tranquille s'est appropriée le nationalisme en le détournant au profit de la gauche. Le Parti québécois se laisse manipuler par sa frange socialiste et c'est pourquoi l'indépendance est selon lui souhaitable. Outre le fait qu'elle rendrait le Québec maître de son destin, elle permettrait de nouveau aux forces de droite de s'exprimer, à la société politique de se polariser, par suite de la disparition des partis actuellement en lice; partis qui ne font que transmettre un message unique, celui du libéralisme. Sur ce point encore on retrouve ce qui caractérise les discours de droite radicale depuis les années 1930, à savoir la recherche d'une troisième voie qui, hors du communisme et du capitalisme, mènerait à un retour aux valeurs jugées éternelles. Du point de vue de l'économie, c'est le coopératisme et le corporatisme qui sont mis à l'honneur dans la revue. La critique de la Révolution tranquille et de son modernisme passe en effet par une farouche dénonciation de l'emprise de l'État sur la quasi-totalité des secteurs de la vie sociale et économique.

La Révolution tranquille est perçue comme étant le point de départ de la dégénérescence de la pensée, l'acte de naissance d'un rationalisme politique avilissant, car ne tenant pas compte du cadre culturel québécois dans sa gestion des affaires d'État. Jean-Claude Dupuis exprime notamment ces idées en prônant, en quelque sorte, une révolution conservatrice: les rédacteurs de *Jeune Nation* sont « en *réaction* contre votre projet de société qui fusionne l'égoïsme et le matérialisme de la pensée libérale avec le totalitarisme et la stagnation de la pensée socialiste pour transformer la nation canadienne-française en un troupeau de contribuables serviles et de consommateurs craintifs [...] »[28].

Dimitri Kitsikis propose une autre version du nationalisme, ainsi que de la droite nationale. Ce professeur d'histoire de l'université d'Ottawa discerne trois grandes idéologies politiques qui ont, à un moment ou à un autre, gouverné l'Occident: le communisme, le fascisme et le libéralisme. Et selon lui, tout nationalisme est par essence fascisme: « l'essence du nationalisme est indissociable de l'idéologie fasciste, bien que cette dernière ne se limite pas au nationalisme. Un vrai nationaliste est donc forcément fasciste, qu'il en

soit conscient ou non »[29]. L'auteur appuie son affirmation en démontrant, par la concordance de treize points caractérisant selon lui le fascisme, que tout mouvement national est lié à la doctrine mise en place dans l'Italie mussolinienne. Et ces mouvements, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, se retrouvent essentiellement au Tiers-Monde, qu'ils se targuent ou non du qualificatif de communiste ou de socialiste.

C'est cependant là une vision qui n'est pas partagée par l'ensemble des auteurs de la revue, puisque globalement le système de représentation électoral n'y est pas remis en cause. Avec certaines limites cependant, puisque l'égalitarisme qui fait foi dans les pays dits démocratiques empêche selon la revue l'action véritable du gouvernement, en proie à la pression des lobbies et des sondages. De sorte que l'option prédominante repose sur l'antiégalitarisme, reconnaissant le droit du peuple à choisir son gouvernement, mais refusant catégoriquement l'abolition de la séparation entre le peuple et son élite, politique et culturelle.

La culture française et la religion.

Le Cercle Jeune Nation va revenir à de multiples reprises sur l'importance des racines françaises dans la culture québécoise. Point de repère immuable, principe même de la survie du Canada français comme nation, cette tradition française revêt aux yeux des acteurs du mouvement l'aspect idéal de l'harmonie entre la religion, la culture, le politique et la société. De ce point de vue, les opinions conservatrices tenues dans les *Cahiers* se rapprochent sensiblement de celles que l'on pouvait lire jusqu'au milieu des années 1960 dans *L'Action Nationale* de François-Albert Angers, par ailleurs participant lui-même aux rencontres du Cercle Jeune Nation. La France est considérée comme le foyer des traditions, libertés et valeurs catholiques que le Québec se doit de continuer à défendre. Seule une droite nationale peut le faire, en combattant cette Révolution tranquille qui a usurpé le nationalisme au profit de la gauche : « La Révolution tranquille, puis la montée du nationalisme indépendantiste ont semé le désarroi dans la droite, la meilleure alliée des catholiques, des adversaires de l'avortement, des partisans de l'école confessionnelle, des ennemis de l'islamisation des pays chrétiens »[30].

La religion catholique est un des thèmes les plus débattus au sein de la revue. Débattu car en effet point au fil des numéros une opposition entre les tenants d'une vision « politique » et ceux défendant la primauté du spirituel dans la démarche que doit adopter la droite. C'est d'ailleurs, selon Dupuis dans le dernier numéro de la revue, ce qui causa la dissolution du groupe. On trouve dans la revue deux visions qui s'affrontent, entre d'une part le traditionalisme catholique, et d'autre part une méfiance à l'égard des institutions

cléricales qui fait pencher la réflexion vers le politique. Dans le premier groupe, Trépanier, mais aussi Bernard Guay ou encore Jacques de la Bruère affirment l'importance catégorique de se lier à l'Église, car le Québec se doit d'accomplir cette mission spirituelle catholique : « la doctrine traditionnelle de l'Église catholique représente la plus haute forme de la sagesse humaine en matière philosophique, politique et sociale »[31]. Vision qui s'oppose à cette méfiance qu'expriment notamment Roch Tousignant et Jean-Claude Dupuis face à l'Église : « tant que l'Église ne reviendra pas des aberrations de Vatican II, la droite nationale ne doit pas faire alliance avec le clergé »[32]. Un point commun cependant entre les deux courants, leur attachement aux valeurs profondes du catholicisme et surtout la conscience de l'importance de cette religion dans l'élaboration passée et future de l'identité canadienne-française : « Certains membres de notre cercle sont catholiques, d'autres pas ; mais notre pensée politique s'inspire largement de la doctrine sociale de l'Église »[33].

Conclusion

L'affaire Trépanier est née à la fin de l'année 1992 lorsque, notamment par le biais de Robert Comeau et de Jacques Lanctôt, des journalistes apprennent qu'un professeur d'université, Pierre Trépanier, tient un discours qualifié d'extrême droite dans une revue. Il s'ensuit une pléiade de réactions, dont le congédiement du professeur de son poste de directeur de la RHAF, mais aussi la prise de distance publique des rédacteurs de *l'Action nationale*, à laquelle il collaborait régulièrement. Les collaborateurs aux *Cahiers de Jeune Nation* rédigent alors un dossier complet en réaction à ce qu'ils dénoncent comme étant la manifestation d'un « politiquement correct » de mauvaise foi. Quelques semaines plus tard le vent tombe, la revue reprend son rythme jusqu'en 1995, sans toutefois que le professeur Trépanier y collabore. On le retrouve par contre dans les colloques organisés par le Cercle Jeune Nation sur différents thèmes, notamment l'éducation ou l'économie.

Les *Cahiers de Jeune Nation*, après avoir sollicité la collaboration de 44 personnes à la mise sur pied d'une revue régulière, proposant des articles de fond et des débats d'idée pendant plus de trois ans, se saborde en 1995. Elle avait réussi, durant ce temps, à produire un discours certes non unifié mais globalement cohérent et qui surtout offrait un espace « respectable », jusque dans une certaine mesure, à différentes voies de la droite québécoise, mais aussi étrangère. Elle est parvenue également, et un peu malgré elle, à attirer l'attention des médias sur la présence d'une droite nationaliste encore vivante. En 2001, les cercles de droite se sont radicalisés dans un extrémisme de marge, complètement minoritaire. Moins puissants que durant le milieu des années 1990, ces groupes activistes, comme le MLNQ[34], ou les Fils de

Vinland n'occupent aucune place dans l'élaboration d'une doctrine de droite nationaliste. De sorte que les *Cahiers de Jeune Nation* furent probablement les derniers écrits en date à prôner un regroupement intellectuel québécois des forces de droite[35].

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Les recherches sur la droite nationale ou l'extrême droite contemporaines se retrouvent essentiellement au sein d'organismes comme la Ligue des droits et libertés, ou encore la Ligue Antifasciste mondiale. Il est cependant à noter les travaux de Daniel Hubert et Yvan Claudé, *Les skinheads et l'extrême droite*, Montréal, VLB éditeur, 1991, 134 p.

2. Sur l'internationalisation des groupes de droite radicale, voir l'article de Christian DesRoches et Jean-François Morel, « Pour une autre Amérique ? La droite chrétienne et l'extrême droite aux États-Unis », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 9, no. 2, printemps 2001, p. 97-106.

3. Les renseignements relatifs à l'histoire événementielle du Cercle Jeune Nation proviennent des deux articles du principal fondateur et président François Dumas : « Jeune Nation. Quelques jalons pour l'histoire d'une organisation nationaliste de droite au Québec » dans *Cahiers de Jeune Nation*, no. 2, juillet 1992 et no. 3, novembre 1992.

4. Jeune Nation est également le nom d'une organisation nationaliste française née en 1954 et disparue en 1958 pour laisser place à divers mouvements comme Occident ou le GRECE. Sous l'emblème de la Croix celtique, il s'affirme antiparlementariste, antisémite, xénophobe, pour la défense des colonies françaises, « contre le matérialisme de Wall Street et contre le matérialisme de Moscou », et rajoute à ce discours classique de la droite nationale un militarisme exacerbé en cette période de guerre d'Algérie qui poussera nombre de membres de Jeune Nation à entrer dans l'Organisation de l'Armée Secrète. Il réapparaît au milieu des années 1990, tenant notamment un discours farouchement homophobe et antilibéral.

5. François Dumas, *ibid.*, no. 2, juillet 1992.

6. Président du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD) depuis 1991, Gunter Deckert est condamné en 1994 pour dénégation de l'Holocauste, en compagnie du néo-nazi américain Fred Leuchter. Il bénéficiera, lors de ses procès, du soutien du négationniste anglais David Irving, Au sujet de Gunter Deckert, on peut se reporter au livre de Patrick Moreau, *Les héritiers du IIIe Reich*, Paris, Seuil, 1994, 509 p.

7. François Dumas, *ibid.*, dans *Cahiers de Jeune Nation*, no. 3.

8. Extraits de la lettre adressée à Jean-Pierre Proulx chargé des questions d'éducation au *Devoir* par Achille Larouche du *Ralliement provincial des parents du Québec* le 14 septembre 1983 : « Si le patriotisme est un sentiment d'"appartenance et de fidélité", on nous trouvera alertes et vigilants pour défendre l'autonomie de notre éducation paralysée, inversée, [...]. On sait qui a mené principalement, et par quelles contorsions nourries de l'imaginaire et de l'ignorance, ceux qui ont bouleversé depuis 20 ans notre système

d'éducation au point de ne plus retrouver l'âme qui l'a habité. Précisément, cette éducation aujourd'hui occultée pour faire place à la culture officielle matérialiste et marxiste ».

9. Notons à ce sujet que Pierre Trépanier a publié un article dans la revue annuelle *Les Cahiers des Dix* portant sur le Centre d'information nationale et sa fondation par Robert Rumilly : « Robert Rumilly et la fondation du *Centre d'information Nationale* » (1956), dans *Les Cahiers des Dix*, vol. 44, 1989, p. 231-254. D'autres articles du même auteur et du même périodique annuel portent en particulier sur « le maurassisme au Canada français » (1999), « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) » (1998) ou encore « la religion dans la pensée d'Adrien Arcand » (1991).

10. *L'Espoir* fait suite à la *Revue indépendantiste*: 1977-1989. *L'Espoir*: no. 1-5, été 1991-hiver 1993.

11. *Cahiers de Jeune Nation*, no. 2, juillet 1992.

12. Raoul Roy a eu un parcours politique pour le moins ambigu, passant de pionnier du socialisme à la fin des années cinquante (*La Revue socialiste*), en se basant notamment sur la théorie de la décolonisation, il est devenu progressivement un des plus grands pourfendeurs du communisme pour défendre enfin des idées très proches de la droite radicale.

13. Le MSN, anciennement Rassemblement pour un pays canadien-français, était dirigé par Yves Ménard. On le connaît essentiellement par quelques manifestations favorables à l'unilinguisme français en 1996.

14. Jean-Claude Dupuis, « Mot du directeur », *Cahiers de Jeune Nation*, no. 1, avril 1992, p.2.

15. Voir à ce sujet Thierry Maricourt, *Les nouvelles passerelles de l'extrême droite*, Paris, Sylepse, 1997, p. 24-25.

16. La devise des *Cahiers de Jeune Nation* est une citation du Chanoine Groulx : « Notre doctrine, elle peut tenir tout entière en cette brève formule : nous voulons reconstituer la plénitude de notre vie française ».

17. « Pour la Nouvelle Droite, passé, présent et avenir ne sont pas des moments distincts d'une histoire orientée et vectorisée, mais les dimensions permanentes de tout instant vécu. Le passé comme l'avenir se tiennent toujours présents en toute actualité. [...] Le paganisme de la Nouvelle Droite ne désigne rien d'autre que la sympathie consciente envers cette ancienne conception du monde, toujours vivante dans les cœurs et les esprits, précisément parce qu'elle n'est pas d'hier, mais de toujours », Alain de Benoist, Manifeste du GRECE.

18. *Jeune Nation*, vol. 6, no. 5-6, mai-juin 1991, p. 1.

19. Roch Tousignant, « Nos alliés Saoudiens », dans *Jeune Nation*, vol. 6, no. 1-2, janvier-février 1991, p. 4.

20. *Ibid.*, p. 4.

21. Pierre Trépanier, « Une doctrine pour la droite ? », *Cahiers de Jeune Nation*, no. 1, avril 1992, p. 6.

22. Jean-Claude Dupuis, « *L'Action nationale* et l'affaire Jeune Nation », *Cahiers de Jeune Nation*, no. 6, octobre 1993, p. 10.

23. Jean-Claude Dupuis, *ibid.*, p. 11.

24. « le FN de Jean-Marie Le Pen est ainsi régulièrement assimilé au nazisme et son président tenu pour le nouveau Führer », *Jeune Nation*, vol. 6, no. 1-2.

25. Jean-Claude Dupuis, « L'Action nationale et l'affaire Jeune Nation », *Cahiers de Jeune Nation*, no. 6, octobre 1993.

26. À propos de la démarche de la Nouvelle droite pour rendre leurs idées acceptables, voir Gillian Seidel, « Le fascisme dans les textes de la Nouvelle droite », dans *Mots*, no. 3, octobre 1981, p. 47-62, ainsi que Simonde Bonnafous et Pierre Fiala, « Marques et fonctions du texte de l'autre dans la presse de droite et d'extrême droite(1973-1982) », dans *Mots*, no. 12, mars 1986, p. 43-62.

27. Pierre Trépanier, « Une doctrine pour la droite ? » *Cahiers de Jeune Nation*, no. 1, avril 1992.

28. Jean-Claude Dupuis, « Mot du directeur », *Cahiers de Jeune Nation*, no. 1, avril 1992.

29. Dimitri Kitsikis, « Pour une étude scientifique du fascisme », *Cahiers de Jeune Nation*, no. 7, p. 4.

30. Pierre Trépanier, « Une doctrine pour la droite ? », p. 7.

31. Pierre Trépanier, *ibid.* p.10.

32. Jean-Claude Dupuis, « Politique et religion », *Cahiers de Jeune Nation*, no. 1, p. 22.

33. Jean-Claude Dupuis, « L'Action nationale et l'affaire Jeune Nation », *Cahiers de Jeune Nation*, no. 6, octobre 1993, p. 9.

34. Dirigé par l'ancien felquiste Raymond Villeneuve, le Mouvement de libération nationale du Québec prétend poursuivre sur la voie du nationalisme révolutionnaire. On le retrouve lié à des groupes comme Les Fils de Vinland, proclamant l'héritage normand en terre québécoise, et tenant un discours ouvertement fasciste : « Combattant l'immigration de masse qui de jour en jour réduit notre identité nationale avec la complicité des divers gouvernements qui se succèdent, nous levons fièrement le bras ! [...] C'est de ce bras qu'on élèvera une élite capable d'enrayer la corruption politique qui domine actuellement. Ainsi, Fils de Vinland se veut le promoteur de ce courant d'idées novatrices et nationalistes ».

35. Il est à noter cependant qu'un Front nationaliste chrétien vient d'être lancé dernièrement, et qui reprend les grandes lignes, jusqu'au logo à peine modifié, de *Jeune Nation*. D'après les dernières nouvelles divulguées dans le site internet de ce groupe, basé à Rock Forest (http://iquebec.ifrance.com/lefnc), une revue mensuelle devrait bientôt paraître. À suivre.